

Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
25 novembre 2010
n° 2154
1,30 €

Aurore Martin
scandaleusement extradée

IKAS
label
de qualité

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



C'est raté

CA y est, la réforme des collectivités territoriales a été votée le 17 novembre, en dernière lecture par l'Assemblée nationale, après plusieurs navettes avec un Sénat réticent qui s'est prononcé de justesse par 167 voix contre 163. *Enbata*, conscient de l'enjeu pour la prise en compte institutionnelle du Pays Basque, a commenté régulièrement ce long processus. Le débat parlementaire a duré plus d'un an, avec dépôt par le gouvernement du projet de loi le 21 octobre 2009. Il fut précédé par les travaux de la commission Balladur que nous avons également commentés, tout autant que l'intérêt porté par le Conseil des élus. Cette longue séquence législative trouvera son point final après l'adoubement des 90 articles de cette loi par le Conseil constitutionnel que la gauche ne manquera pas de saisir.

Pour le Pays Basque c'est un échec. Il en sort plus affaibli, perdant jusqu'à l'apparence de son existence avec la suppression du "Pays". Malgré notre vigilance et notre implication, nous n'avons rien retiré de l'opportunité de cette remise à plat de l'aménagement du territoire.

Les objectifs fixés par Sarkozy sont-ils pour autant atteints? Pas en tout cas pour la fameuse simplification du "mille-feuille" dont toutes les strates demeurent et auxquelles s'ajoutera la création de "métropoles" (plus de 500.000 habitants) et de "pôles métropolitains" (300.000 habitants). Pas non plus concernant le respect de la parité pourtant inscrite dans la Constitution. La parité des conseillers régionaux, élus jusqu'ici au scrutin de liste, disparaîtra puisque les conseillers territoriaux qui les remplaceront seront, eux, élus au scrutin uninominal à deux tours. Et ce n'est pas la peur de rétorsions financières envers les partis ne respectant pas la parité sur la totalité de leurs candidats qui les ramènera à de meilleurs comportements. On voit ce qu'il en est déjà pour les élections législatives où les partis préfèrent payer pour demeurer machistes.

Autre objectif très marginalement atteint; faire des économies puisque chaque strate administrative est maintenue. Seule sera réduite la charge globale des indemnités des élus puisque 4.037 conseillers généraux et 1.880 conseillers régionaux seront ramenés à 3.496 conseillers terri-

toriaux. Reste cependant à chiffrer, pour l'Aquitaine, le surcoût des déplacements permanents vers Bordeaux des élus issus des cinq départements, soit 211 conseillers au lieu des 85 actuels. A cela il faudra ajouter la construction et le fonctionnement d'un nouvel hémicycle élargi et des lieux de travail et de secrétariat de ce mini-parlement.

Mais plus grave encore, derrière cette refonte de l'architecture des pouvoirs locaux se cache une réelle recentralisation. Les pouvoirs des préfets sont renforcés tout comme la tutelle financière de l'Etat. La fiscalité propre aux collectivités territoriales est totalement inversée par la suppression de la taxe professionnelle et son remplacement par une dotation de l'Etat. Que devient un pouvoir sans la maîtrise sur les moyens de l'exercer?

Enfin, il est intéressant de restituer tout son sens au petit suspens entretenu par la "guérilla" du Sénat. L'Assemblée nationale avait, dans son texte, fait disparaître la "clause de compétence générale" jusqu'ici attribuée aux deux assemblées, régionale et départementale. C'est-à-dire la possibilité d'intervenir financièrement et juridiquement sur tous les aspects de la vie publique. Les seules compétences communes laissées par l'Assemblée nationale étaient le sport, la culture et le tourisme. Le Sénat a obtenu de la commission mixte que la compétence générale soit maintenue jusqu'au 1^{er} janvier 2015 lors de la mise en place des conseillers territoriaux. Ce n'est pas sans signification pour le Pays Basque qui a jusqu'ici financé l'essentiel de son Schéma de développement et hier sa Convention spécifique, par des contractualisations avec les deux assemblées, région et département. Les difficultés commenceront donc pour Iparralde en 2015. Le Conseil des élus en a pris conscience qui dans sa délibération du 15 novembre, tout en prenant acte de la nouvelle loi, "souhaite explorer toutes les hypothèses" et "décide d'étudier... notamment les pôles métropolitains". Iparralde sera également interpellé par l'obligation faite par la nouvelle loi de réduire le nombre de ses intercommunalités. Et pourquoi, alors, ne pas saisir l'occasion de doter nos trois provinces d'une structure politico-administrative commune?

«Gu gira Euskadiko gazteri berria»

AZKEN astean, Eustat estatistika organismoak argitaratu duen inkestak arrangurak sorrarazten ditu. Emaitzako bakoirrak hartzen ahal ditugu bixtan dena, jakiten delarik Euskal Autonomo Erkidegoak munduko bizi esperantza handienetariko bat daukala. Azken urteetan, hiru probintzietañ, gizonek 77,2 urteko bizi esperantza bat ezaguten dute eta emazteek 84,3 urtekoa. Ohartarazi behar da Europan, heina 78,2 urtekoa dela eta munduan 68,9 urtekoa. Nafarroako erkidegoan eta Iparraldean ezagutzen ahal diren tasak kontutan hartzen baditugu, erraiten ahal da Euskal Herrian bizi iraupena luzea dela. Adituek arrazoinak ongi ezagutzen dituzte, horien artean, medikuntza maila eta ongi bizitzeko ahalmenak. Ez da dudarik kontinente zaharrean Euskal Herriak egoera atsegarrria duela. Alta, arduratzeko elementu batzuk ere badira inesta horretan, hala nola EAEk daukan sorte tasa; azken urteetan, Euskal Herria da munduan haur kopuru guttienetariko bat egiten duen eskualdea. Hor ere konparaketak egitea balio du, munduan gaur egun, emazte bakoitzak 2,7 haur ditu, eta Europan 1,6. Euskal Autonomo Erkidegoan emazteek 1,2 haur dituzte bakarrik; Nafarroan eta Iparraldean, ugalkortasun tasa handiagoa da bainan Euskal Herriak ezagutzen duen sorte tasa ez du belaunaldien ordezkatzea segurtatzen. Holako zenbakiak irakurtzen direlarik, ez da segidan ohartzen ezagutzen dugun egoera zein larria den. Herri arrunt batentzat, larriak dira jadanik bainan Euskal Herriaren kasuan, beste problematikak plantan ezarriak

dira. Arazo horrek maila politikoak eta ekonomikoak (nola ez aipa erretretaren gaia) hunkitzen ditu bainan gure kasuan eztabaidea kulturala eta linguistique izanen da ere. Frantses estadaoa argitaratua den «L'express» astekaria ere arranguratzen da Iparraldeak zaharzte larri bat ezagutzen duela eta kanpotik etortzen den jende uholdeak herriaren nortasuna zalantzaz ezartzen ahal duela. Bixtan dena, prentsa horren kazetaria ez da Euskal Herriaren egoerarentzat inkietatzen, aldiz abertzaleentzat arrangura serios bat bilakatzen ari da euskal demografia. Gure herria azken denboretan zahartzen ari da eta ez da erantzuna Euskal Herritik etorriko. Gogoan ukana behar dugu imigrazioa dela gakoa eta arriskua izanen dela Europako beste herri ainitzetan gertatzen den bezala, xenofobia, arrazismoa edo eskuin muturreko bota erantzun naturalak izanen direla. Ezker abertzaleari dagokio mezu ideki eta baikorra luzatzea horri buruz, kanpotik etorriko diren jendeer mezu integratzaile bat proposatzeko. Bainan horretarako erabakitzeko ahalmenak behar ditu Euskal Herriak. Gaia sensiblea da bainan jakinez arazoa pausatuko dela Euskal Herri osoan, ez da baztertzen ahal edo larriago litzatekena, erantzun inoxentak edo baztertzaileak proposatzen ahal. Aukera bat badugu ere jendeer erakusteko abertzetasuna ez dela nazionalismo hetsi bat bainan bai proiektu aurerrakoi bat, Euskal Herriko begi bistatik irakurtzen baititu ere, munduan gertatzen diren problematika handiak kontutan hartzen dituena.



CETTE SEMAINE
TARTARO
S'EST ÉTONNÉ

Bruxelles propose sa réforme de la PAC

● Michel Berhocoirigoin

CHACUN l'a intégré depuis un moment, le grand rendez-vous pour les paysans et tous ceux que la question agricole intéresse est la PAC 2013. Le débat est déjà largement engagé et il prend désormais un caractère officiel avec la communication de la Commission européenne. La Commission a fixé les objectifs stratégiques suivants:

- Préserver le potentiel de production alimentaire dans toute l'Union européenne.
- Soutenir une production alimentaire variée, de qualité, produite durablement dans le respect des ressources naturelles.
- Maintenir la viabilité du monde rural pour qui l'agriculture permet de créer des emplois locaux.

Elle a mis ensuite en avant trois défis à relever: ● **La sécurité alimentaire:** le rôle principal de l'agriculture est de fournir de la nourriture. Et ceci, dans un contexte de crise économique. Le document rappelle qu'après une décennie de stagnation, les revenus agricoles ont chuté fortement en 2009: comparé au reste de l'économie, le revenu agricole par unité de travail est estimé environ à 40%!

● **L'environnement et le changement climatique** avec l'objectif de réduire les gaz à effet de serre, et d'améliorer la qualité du sol, de l'eau, de l'air.

● **L'équilibre territorial** avec la nécessité de développer les activités économiques annexes: transformation alimentaire, tourisme, commerce, etc.

Pour atteindre les objectifs et relever les défis, la Commission réaffirme la nécessité d'une Politique agricole commune qui évite deux écueils: l'un qui consisterait à améliorer l'existant sans avoir l'ambition d'en faire une politique plus efficace pour relever les défis futurs; l'autre qui serait une réforme plus radicale de la PAC pour se concentrer entièrement sur les objectifs du changement climatique et l'écologie. L'option retenue pour modifier la PAC est présentée comme la plus opérationnelle et la plus efficace. Réaliser les objectifs énoncés va demander le maintien de l'aide publique au secteur agricole et aux zones rurales. Sur ce point, la Commission se veut rassurante par rapport aux craintes de voir un budget agricole en forte baisse comme l'auraient souhaité les pays les plus libéraux. Le document développe ensuite les mécanismes qui pourraient être mis en place dans un objectif de redistribution et de meilleur ciblage des aides, plus compréhensibles pour les contribuables.

Le mécanisme pourrait être le suivant:

- Une aide directe de base, uniforme à tous les exploitants d'un Etat membre, ou d'une région. Cette aide serait liée à une surface à entretenir. Afin de mieux répartir les aides entre les agriculteurs, un plafonnement serait instauré pour les grandes exploitations.
- Ace paiement de base s'ajoutera un second paiement obligatoire lié à des engagements environnementaux et allant dans le sens des objectifs en matière de changements climatiques et écologiques.
- Un paiement pour les exploitants situés dans les



zones de handicap et de contraintes naturelles (montagne, etc.)

- Enfin le document parle de "soutien simple et spécifique applicable aux petits exploitants..." sans plus de précisions.

Premiers éléments d'analyse

● La proposition est intéressante à plus d'un titre: elle affirme la nécessité d'une PAC forte pour répondre aux défis clairement identifiés: baisse du revenu paysan, diminution dangereuse du nombre des exploitations agricoles, inégalités dans la répartition des aides, nécessaire réorientation des systèmes agricoles de façon à prendre en compte les impératifs liés au changement climatique et aux dégâts environnementaux. En ce sens, cette communication marque une nette rupture entre la vision qu'avait Madame Fischer Boel, ancienne commissaire européenne à l'Agriculture, et celle de son successeur Monsieur Dacian Ciolos.

● La volonté exprimée d'une réorientation vers plus d'équité sociale et de prise en compte de l'environnement est la résultante d'une contestation de plus en plus forte émanant d'un secteur de l'agriculture en particulier de la Confédération paysanne et de Via Campesina, et également de la société qui supporte de plus en plus mal les dégâts de l'agriculture intensive et industrielle. La question est de savoir si ces intentions résisteront à la pression des lobbies. Je me souviens de la réforme Mac Sharry (1992) qui avait un excellent exposé des motifs et même des mesures révolutionnaires pour l'époque "*plafonnement des aides, etc.*" On connaît la suite: le beau discours est resté, les mesures intéressantes avaient sauté! Mais, depuis, le contexte et l'opinion ont changé.

● Mais la grosse lacune de la proposition est cette idéologie réaffirmée tout au long du texte et qui consiste à croire que le marché est la référence et la compétitivité la voie à suivre. "Orientation plus grande vers le marché"... "Promouvoir la compétitivité"... "Rester compétitif dans un monde caractérisé par une mondialisation croissante avec une plus grande volatilité des prix..." Telle est la littérature sous-jacente à la proposition. Nous sommes entrés dans le moment du débat, des propositions, du rapport de force. Il faudra être vigilant pour que les objectifs louables se retrouvent dans les propositions finales concrètes.

●●● que selon une étude de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), la moitié de la nourriture produite dans le monde (dont 1,2 millions de tonnes en France) finisse à la poubelle. Le préfet parisien ne pensait pas se gaver autant.

●●● que pour tenter de redonner vie au Sinn Féin, quasiment disparu du paysage politique en Irlande du Sud, Gerry Adams, déjà député à l'assemblée de Stormont et à Westminster (où il refuse de siéger pour ne pas faire allégeance à la reine), soit candidat à un mandat au parlement de Dublin. Adams ne désespère pas de retrouver le paradis perdu.

●●● qu'au lendemain de l'obtention du prix Goncourt, Michel Houellebecq déclare: «*Je ne suis pas un citoyen et je ne veux pas le devenir. Je ne me sens aucun devoir à l'égard de la France. Pour moi, elle est un hôtel, rien de plus.*» Tartaro va finir par trouver le Réunionnais sympathique!

●●● pas tant que ça des règlements de comptes et coups tordus entre les Sarkozy-Balkany et Devedjian pour le contrôle de l'UMP des Hauts-de-Seine. Les loups venus d'Orient peuplent l'Occident.

●●● qu'Alliot-Marie soit rejointe dans le gouvernement Fillon II par son compagnon Patrick Ollier, nucléocrate invétéré et anti-éoliennes militant. Remake des Thénardier, misère en moins.

●●● que faute d'accord (!) avec l'Harmonie bayonnaise sur la place de la musique dans la liturgie, l'évêque Aillet mette un terme à 40 ans de présence du groupe musical et chorale à la messe de la Sainte Cécile à la cathédrale. Encore une fausse note pour l'inconditionnel suppôt de l'ultra-conservateur du Vatican.



Ikas kalitate labela

Ikas a pour mission essentielle la production, l'édition et la diffusion de nouveaux outils pédagogiques, dans toutes les disciplines enseignées en langue basque (euskara, maths, sciences, histoire, géographie, etc.) et sur tous supports (manuels, CD, DVD, édition numérique).

La convention que vient de renouveler Ikas avec l'Education nationale et l'Office public de la langue basque réaffirme son statut d'organisme assurant une mission de service public dans le domaine de la mise à disposition de ressources documentaires, de l'organisation d'animations pédagogiques et surtout l'édition.

Au moment où Ikas se prépare à déménager pour des locaux plus fonctionnels, Enbata donne la parole à Maite Erdozaintzi-Etxart, la toute nouvelle présidente, et à Aines Dufau, la directrice et animatrice de longue date de l'association.

NBATA: Ikas-eko lehendakari izendatua izan zira joan den udaberrian. Zergatik onartu duzu lehendakaritza hori?

Maite Erdozaintzi-Etxart: Ikas-en Bulegoa lau sareetako ordezkariek eta zuzendariak dute osatzen, lau sareak, publikokoak, girstinoa, ikastolena eta AEKrena izanki. Horrek esplikatzen du bortxaz

hautu guti dela postu bakoitzarentzat eta gisa hortan elkarteburu gertatu naiz. Egia erran, ez nintzenene buruari arras fida hastapenean. Alabaina, gaineratuko zitzaidan lanak iziarazten ninduen baina laster ohartu naiz, egunguzietakoa Ikas-eko langileek dutela eramaiten. Aldiz, ardura moralaren pizua hor da beti, nahiz gogotik hartzen dudan.

Enb.: Zein dira martxan ezarri nahi ditu zuen berrikuntza eta epe laburrerako norabideak?

Maite Erdozaintzi-Etxart: Hasteko, iragan udaberriko biltzar nagusian finkatu genituen helburuak bete behar ditugu: lehen mailako eta kolegioko ikastresna berriak sortu eta argitaratu, programa berriei jarraikiz. Adibidez, lehen mailan, arteen historia hasi dira lantzen eta guhorri doakion ikastresna sortzen ari gira. Halaber, matematika sailaren berritzen ari gira. Kolegioan, euskalaren lantzeko ikastresna pikoan ezartzen ari gira europar markoaren arabera. Historia eta geografia sailetan ere, programa berriei doakien kolegioko materiala ere sortu beharko dugu. Hori guzia gero eta leku gehiago emanez euskarri numerikoari. Oro har, apustua ez da ttipia: beti eta gai gehiago hunkituz, kasu eman behar dugu programen berritzearekin, gure ikastresnak egokiak izan daitezen, euskarri gero eta gehiagotan argitaratz (liburu, fitxategi, afixa, DVD eta euskarri numerikoak), ikasleentzat eta irakasleentzat tresna atseginak eginez, gogoan baitugu mintzairia nagusietan eta bereziki frantsesetzen duten eskaintza aberatsa.

Bestalde, egoitza berriaren projektua gauzatu beharra dugu. Badu hamar urte Ikas-eko bulegokideak egitasmo hau lantzen ari direla, ezen Ikas Baionako Pannecau karrikatik Uztaritzeko Lota jauregira lekutu bezain sarri, gure aitzinekoak beste egoitza baten bila hasi ziren.



Alabaina, Lota jauregikoak itxura dotorea zuen baina ageri zen hartan denbora guti barne hertsian izanen zirela. Ikas-en lan sailak. Baionako auzapezarekin lehen entseguak egin eta, Uztaritzekoarekin segitu zuten eta proiektuz-proiektu, oraingoari bermatuz, kausitu zuten finantzamenduaren segurtatzea. Urte baten buruan, Ikas egoitza berrian sartuko da, Uztaritzeko hiri barnean egonez. Bistan da etxe aldairak ere trakas anitz emanen digula...

Enb.: Zenbat langile dira Ikas-en gaur egun?

Aines Dufau: Uztaritzen, zortzi langile gira: alde batetik, Xan Othaburu dokumentalista eta zenbait hilabetez, etxe aldairaren presstatzeko orain hasiko den Maialen Galleras; bestalde, ikasmaterialgintzako bi proiektu eramaile, Unai Zubeldia eta Antton Hariñordoki; Xabier Elizondo maketista, idazkaritzaz eta hedapenaz arduratzen den Fred Larrondo, Peio Jorajuria zuzendariordea eta ni zuzendari gisa. Bestalde, Maulen, Maritxu Lacarrieu Xiberoko irakasleekin ari da han-

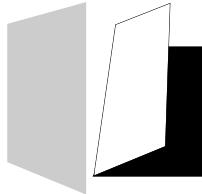


Maite Erdozaintzi-Etxart
Ikas-eko lehendakaria

UNE évaluation des réalisations d'Ikas commandée par les pouvoirs publics l'an passé a mis en exergue la qualité de ses productions et aussi la nécessité de développer une offre plus abondante, notamment pour l'enseignement secondaire, en accordant une place plus importante à l'édition numérique, tout en continuant de garantir l'adéquation avec les programmes de l'Education nationale, régulièrement rénovés.

Les moyens humains et financiers devant être à la hauteur de l'objectif fixé, Ikas travaille avec l'appui de l'OPLB à l'obtention de délégation horaire d'enseignants sur des projets de première importance: méthode numérique et multimédia d'apprentissage de l'euskara et offre d'outils pédagogiques d'histoire et géographie au collège.

Pour mener à bien l'ensemble de ses missions, Ikas dispose d'une équipe permanente composée de sept salariés ou enseignants mis à disposition par l'Education nationale. Actuellement basé à Ustaritz, au second étage du château Lota, Ikas devrait déménager d'ici un an pour s'installer dans un bâtiment voisin, moins pres-



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

2010eko AZAROAREN 25AN

JEAN-YVES LALANNE, MAIRE SOCIALISTE DE BILLÈRE, VICE-PRESIDENT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE PAU

Le mur des expulsés

La fresque de la commune de Billère contre les expulsions,
un exemple d'appel durable à la solidarité citoyenne de chacun !



"Mémorial-Fresque", le "mur des expulsés" est une sorte de "devoir de mémoire" où sont inscrits "liberté, égalité, fraternité, solidarité, humanisme" et aussi "expulsions, honte..."

En 2009, en plein procès d'EHLG, la commune de Billère près de Pau, a dû se mobiliser pour asseoir la légitimité de son "mur des expulsés". Voici l'interview de son maire, Jean-Yves Lalanne sur cette expérience.

En matière de solidarité envers les immigrés, votre commune a eu une démarche originale...

Beaucoup d'élus de gauche de l'agglomération paloise sont devenus marraines et parrains d'enfants de familles immigrées réclamant leur naturalisation.

Certains de ces enfants nés en France ont été arrêtés très tôt le matin avec leur famille sur ordre du Préfet. A Billère nous avons un local de la police des frontières dans lequel ces familles ont transité.

A chaque arrestation la mobilisation a été forte. Les réseaux de solidarité sont intervenus, RESF notamment, en relation avec la Cimade et la LDH et avec le soutien des organisations démocratiques, syndicales et politiques.

Malheureusement j'ai souvent constaté qu'une fois les familles expulsées l'actualité reprenait le devant de la scène et il ne restait plus aucune trace visible des faits.

▼

*"Billère herrian, artea lagun
"kanporatuen murruarekin"
elkartasun adierazpen iraunkor bat
eraiki dute!"*

J'ai donc proposé à mon équipe municipale et aux autres acteurs des réseaux de solidarité, la réalisation d'un mémorial, d'une plaque dans le cadre du «devoir de mémoire».

Mémorial faisait un peu pompeux.

C'est devenu une Fresque.

Vous pouvez y lire les mots :

«Liberté, égalité, fraternité, solidarité, humanisme» et aussi «expulsions, honte, arbitraire...».

Mais pas de signature d'organisation ou de prosélytisme politique afin de respecter la neutralité de l'espace public.

On l'appelle communément «le mur des expulsés» par association avec le «mur des fédérés», là où les Versaillais fusillèrent des Communards.



Jean-Yves Lalanne

Quelles ont été les réactions ?

Le Préfet a eu le soutien des élus de l'UMP. Le groupuscule ultra nationaliste français «*bloc identitaire*» a aussi réclamé l'interdiction, a envoyé des menaces, a tenté de perturber l'inauguration du 5 septembre 2009, et ils sont même venus en commando punitif pour recouvrir la fresque. Heureusement nous avons pu la restaurer.

Mais vous connaissez vous aussi le Préfet, il a tenté de museler Laborantza Ganbara. On sait qu'il est un fonctionnaire zélé. Il nous a également traîné au tribunal administratif parce que nous avions mis à disposition du «*collectif contre la privatisation de la Poste*» une salle de l'Hôtel de ville. Il voulait nous empêcher d'être solidaires des mouvements qui luttent pour la défense du service public. Un des objectifs du gouvernement Sarkozy est de dissuader les élus de la République de contester sa politique. Je n'ai jamais avalé de couleuvre, ce n'est pas une couleuvre qui va m'avaler. En politique il ne faut ni se coucher ni se terrer. Nous avons tenu bon et dans cette affaire le Préfet a perdu son procès contre nous et la ville de Pau.

Quant à la population, elle est très majoritairement de notre côté, parce qu'elle est du côté de la défense des droits démocratiques, de l'intégration, du respect de la dignité des personnes, de la liberté d'expression, de la liberté de création artistique, et plus généralement de la justice sociale... comme pour les retraites.

Pour s'appuyer sur un critère objectif, je rappellerai qu'à Billère, aux dernières élections

régionales, le PS et la gauche fait le meilleur score de l'agglomération. Si nous devions être sanctionné sur ce point nous aurions constaté un effritement.

Où en est-on un an plus tard ?

La cour d'appel du tribunal administratif a confirmé la décision du jugement de Pau. Nous sommes condamnés à l'effacement à échéance du 26 décembre sous astreinte de 100 euros par jour. Notre avocat, Maître Blanço fait appel auprès du conseil d'Etat. De leur côté les artistes graffeurs de «*Studio Tricolore*» intentent une procédure exceptionnelle dite «*de tierce personne*» pour préserver l'œuvre d'art qui a d'ailleurs acquis une certaine notoriété.

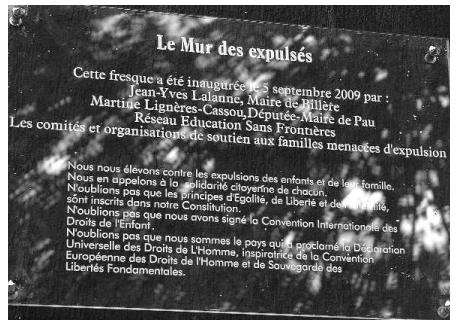
Nous risquons de devoir effacer car nous n'avons pas de garantie de gagner avec ces nouvelles procédures. On peut être agacés que des juges ne nous aient pas donné raison. Mais en prenant du recul, nous avons médiatisé l'action de solidarité, l'action de RESF. Pour nous cette fresque est un symbole. Ce symbole est grandi et nourri par les attaques violentes qu'il subit. On voit bien qui cherche à le détruire, quels sont ceux qui remettent en cause les valeurs fondamentales républicaines et la liberté d'expression des élus.

Aujourd'hui ce symbole est assez fort pour continuer à exister au-delà du mur qui le porte. Nous continuerons à le faire vivre sous d'autres formes s'il le faut. Mais notre lutte n'est pas dépendante d'un mur graffé. Le plus important c'est l'action unitaire, l'action quotidienne. Et celle-ci se poursuit indépendamment des aléas des décisions des tribunaux.

A ce propos, le Préfet vient de reculer sur l'expulsion des deux étudiantes comoriennes de Pau en autorisant leur régularisation à condition qu'elles retournent à Mayotte, territoire français, et reviennent immédiatement à Pau. Il faut leur payer les billets d'avion. Solution brinquebalante mais victoire quand même.

Asseoir une vraie légitimité

On voit bien que l'Etat n'est pas la légitimité de fait. L'Etat est là pour garantir les «*droits fondamentaux*» et imprescriptibles pour tous, sans exception et de façon inconditionnelle. Quand il déroge à ça, ce sont les actions politiques, d'opposition, de contestation et de résistance, qui sont légitimes. Mais pour asseoir une vraie légitimité il faut que ces actions soient à vocation majoritaire, qu'elle puissent rassembler le plus grand nombre, dans l'unité.



Plaque présentant le Mur des expulsés

Si le droit est mal traduit par la loi...

Pour conduire notre contestation, la loi et les règles de justice elles-mêmes doivent être utilisées au bénéfice de l'action politique. Les citoyens sont au fondement du droit démocratique. De nombreuses lois, garantissant des droits, sont l'héritage de conquêtes sociales. Si le droit est mal traduit par la loi il convient de modifier cette loi. Heureusement nous trouvons encore de nombreux avocats et même des juges qui résistent comme nous le faisons.

Je terminerai en disant que les mouvements sociaux ont besoin que des élus de gauche s'affirment à leurs côtés d'autant plus s'ils sont en position de gestion d'une quelconque collectivité. On ne peut dissocier les objectifs d'une gestion municipale, des objectifs d'un combat politique plus vaste pour une société plus juste. Les deux sont intimement imbriqués, même s'ils interviennent à des niveaux et à des échelles de temps différents.



«Pour nous cette fresque est un symbole qui est grandi et nourri par les attaques violentes qu'il subit. On voit bien qui cherche à le détruire, quels sont ceux qui remettent en cause les valeurs fondamentales républicaines et la liberté d'expression des élus...»

Egun, bihar edo etzi...

Kiskil

«Aski da, ez dizut Abendoa aitzin gisa hortako deus erosiko!! Erranak erran ez du balio gehiago aipa dezazun!!»

Haurrak nigar iduriko zerbait egiten du eta amak arrenguraturik inguruetara behatzen du; alabainan ez da goxo hainbeste begiren artean bere haurrari buru egitea hunek kapriza dariolarik.

Kesan ahal bezain fite pasaturik, haurra karroari lotua kurrinkaz ari, emaztea otora buruz doa eta pentsa daiteke, otoko atea hetsi eta beste airaldi bat emaiten diola bere semeari holako memento bixia jasanarazirkir.

Azaroa doi-doa hasia da, herriko saltégian Eguberriko gírgileria eta diridirak agerian emanak dira eta gutizia sortzeko gisan erakutsiak. Zer penitentzia, haurrekin bi hilabetez erosketen egitera joaitea.

Egoera horrek bi ohar sortarazten dizkit nere baitan:

✓ lehenbizikorik zoin zaila den haur bati onartaraztea ez duela ikusi guzia berehala ukaiten ahal...nahi duen bezainbat oihu eginik ere, burasoek dutela harendako deliberatuko haurra deno...Berehala hori izigarria da; alta jakina da «frustrazio» ttipi batek sortzen duen plazerra. Beha egon eta, amestu eta, mila aldiz hobeak iduritzan zaizu lortzen duzuna. Eta haurrari hori erakustea biziaren erakustea da. Bai bada gauza ainitz nahi ginukeena eta sekulan ukanen ez duguna, bainan bada ere gauza ainitz denborarekin lortzen dena entseguaren eta lana-ren bortxaz...eta horiek dira askotan gehienik preziatzen ditugunak.

✓ bigarrenekorik zer lastima den urritik goiti jadanik aurki ditzagun Eguberri lotuak diren joko, apaindura eta beste...Azkenean beti eta noiz nahi dena aurki daiteke... Biziak bere ritmoa galtzen duela iduritzan zaut, garai bakotxaren berezitasuna urtzen dela. Memento bakotxaren goxatzeko ahala atxiki behar ginuke eta batzuetan deus berezirik ez ukaitearena.

«Kontsumo pauza» batzu lortu... ororen buru dena kontsumoari lotua baita.

MAXIME COMBES
Projet Echo des Alternatives (www.alter-echos.org)

Caravanes à Cancun

Pour changer le système et pas le climat



Nombreux sont ceux qui sont repartis de Copenhague convaincus qu'il s'agissait «d'un nouveau cycle de luttes»^①. Il faut pourtant reconnaître que la suite s'est appuyée, au niveau international, sur les résultats de la conférence de Cochabamba convoquée par un chef d'Etat, Evo Morales, et non sur les initiatives propres des mouvements. Avec deux conséquences majeures. Premièrement, cette alliance étrange entre quelques pays et les mouvements pour la justice climatique et sociale a obtenu que l'essentiel des propositions issues de Cochabamba soient intégrées dans les textes de négociations présentés à Cancun. Pas d'euphorie. Elles sont intégrées seulement comme éléments de discussion, au même titre que celles issues de Copenhague... Compte-tenu du rapport de force entre les Etats, il n'y a aucune chance qu'elles soient la base d'un éventuel accord à Cancun, par ailleurs très hypothétique. Néanmoins, ces propositions sont légitimes et partie intégrante des débats. Il sera difficile de s'y opposer frontalement et publiquement. Elles sont donc un formidable appui pour la société civile afin d'interpeller les gouvernements du Nord qui ne veulent pas en entendre parler. C'est le second effet Cochabamba. Quels que soient nos avis sur les détails de ces propositions, elles constituent une grille de référence pour analyser les décisions et non-décisions des Etats. De tous les Etats. Y compris la Bolivie ou l'Équateur. Ce qui est décisif pour Maristella Svampa^②, notamment «pour déconstruire l'imaginaire extractiviste» très fortement ancré dans les pays andins. Les propositions de Cochabamba ne représentent donc pas seulement une alternative qui se glisse au cœur du système onusien. Elles constituent aujourd'hui une frontière entre ceux qui s'accommodent d'un capitalisme vert et ceux qui veulent «changer le système et pas le climat».

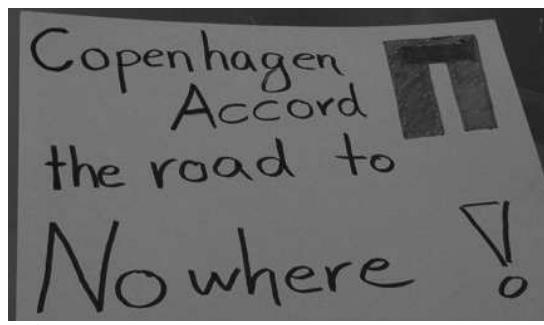
nature à résoudre les défis climatiques et environnementaux auxquels nous sommes confrontés. Ainsi, confier à la Banque Mondiale la gestion des fonds climat est irresponsable alors que cette dernière finance des projets qui détruisent les agricultures paysannes et vivrières des pays pauvres au profit de l'agro-industrie d'exportation extrêmement nocive pour l'environnement et le climat. Ces caravanes sont donc un maillon des initiatives à prendre pour renverser la table des négociations et imposer nos propres solutions, y compris celles issues de Cochabamba. Concrètement, trois caravanes vont partir du centre du Mexique (San Luis Potosi, Guadalajara, Acapulco) et arriveront le 30 novembre à Mexico City pour une immense manifestation. Elles atteindront Cancun le 3 décembre, rejoindes par des caravanes venant d'Oaxaca et du Chiapas. Sur leur parcours, elles rendront visibles les luttes menées au Mexique contre les activités minières, la pollution de l'eau et de l'air, les grands barrages, les mono-cultures dévastatrices, etc... pour démasquer le gouvernement mexicain qui, bien loin de mener «une politique verte» comme il l'affirme, livre son territoire aux multinationales minières, énergétiques et agroalimentaires, sans états d'âme pour les populations qui en vivent les conséquences. *Ya Basta...!*

□

^① «Retour sur l'émergence du mouvement pour la justice climatique», entretien avec Michael Hardt, <http://mouvements.info/Retour-sur-l-emergence-du.html>

^② «Déconstruire l'imaginaire extractiviste», entretien avec Maristella Svampa, <http://alter-echos.org>

^③ Mille Cancun et des caravanes internationales pour «transformer les négociations climatiques» <http://alter-echos.org>



Crédits photos : Alter-Echos

Collectivités et associations

L'intérêt local en question pour les subventions

Une collectivité ne peut attribuer une subvention que si l'action proposée revêt un "intérêt local".

Une notion pas toujours facile à maîtriser, ni pour les élus, ni pour les associations.

Et qui pourrait encore se compléxifier avec la nouvelle réforme territoriale.

La notion d'intérêt local recouvre souvent, dans le langage courant, un mélange incertain entre opportunité de la décision et définition des compétences de chacun. De fait il n'y a en droit, intérêt public local que si deux éléments sont cumulativement réunis :

✓ d'une part si la collectivité ou l'établissement public de coopération intercommunale agit bien dans le champ strict de ses compétences ;

✓ d'autre part si l'opération projetée et qui justifie la demande de subven-

tion est estimée comme servant (au sens large) soit un service public, soit au minimum une activité dite "d'intérêt général". Bref, pour résumer une notion parfois absconse, si le but est de servir suffisamment et suffisamment bien la communauté des habitants.

Compétences par niveau de collectivité

Régions:

Formation professionnelle et apprentissage / Lycées et établissements spécialisés et recrutement du personnel / Développement économique TER.

Départements :

Opérations de remembrement en matière d'urbanisme / Prise en charge des prestations sociales / Prévention sanitaire / Ports maritimes de commerce et de pêche / Transports hors périmètre de transport urbain / Voirie départementale / Collèges / Chemins de randonnée / Aide sociale ; dépendance.

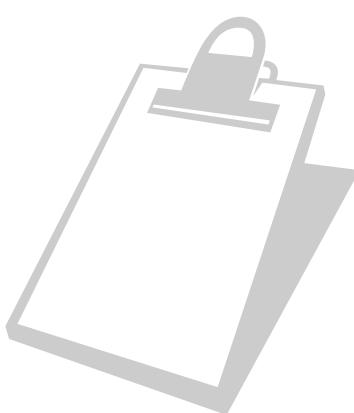
Communes (et intercommunalité si compétence transférée)

Locaux de l'enseignement élémentaire et préélémentaire ; péri- et para-scolaire / PLU, autorisations d'urbanisme / Ports de plaisance / Déchets ménagers, eau, assainissement / Voirie communale / Sécurité / Logement / Développement économique / Action sociale.

Compétences partagées

Les compétences en matière de tourisme, de culture, etc. sont largement partagées par les trois niveaux de collectivités.

L'Agenda de la Fondation



Aldaren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org



LE PAYS BASQUE A CANCON

Des bus au départ de Garazi, Cambo et Bayonne sont organisés pour participer au grand rassemblement altermondialiste de Cancon le samedi 4 décembre organisé par ATTAC, les Amis de la Terre, Bizi ! et la Confédération Paysanne, dans le cadre de l'Appel international lancé par Via Campesina.

Voir <http://blog.cancon2010.org> et www.bizimugi.eu

Bus des bénévoles : le vendredi à 19h00 place Saint-André à Bayonne, hébergement prévu dans le local du judo à Cancon (amener son matelas de camping et son sac de couchage) et nourriture assurée le samedi. Retour dans la nuit du samedi au dimanche à 3h00. 20€ tout compris (transport, nourriture, hébergement). Pour être bénévole, s'inscrire au 05 59 25 65 52 ou écrire à info@bizimugi.eu



Le samedi à 7h00 à Garazi (Jai-Alai), 7h25 à Cambo (en bas d'Arnaga) et 8h00 à Bayonne (Place Saint-André), avec **retour à 22h00** de Cancon (après le duplex avec Cancún) : 20€ aller et retour

Le samedi à 7h00 à Garazi (Jai-Alai), 7h25 à Cambo (en bas d'Arnaga) et 8h00 à Bayonne (Place Saint-André) avec **retour à 1h30** de Cancon (après le concert) : 20€ aller et retour

Il y a 4h00 en bus entre Bayonne et Cancon. **Inscriptions nécessaires avant le 30 novembre.** Pour tous renseignements, tel au 05 59 25 65 52 ou écrire à info@bizimugi.eu

Zuzendaria

Dani Gomez

Ipar Euskal Herriko arduraduna

Txetx Etcheverry

Aldaren koordinatzailea

Xabier Harlouchet



go irakaskuntzaren suspertzen.

Enb.: Ikas-ek daukan buxeta aski da eramaten duzuen lanaren eta zuen beharren diruztatzeko?

Aines Dufau: Guti gorabehera, Ikas-en buxeta 500.000 eurokoa duzu, kasi guzia erakunde publikoek finantzatua zeren eta merkaturik ez baita gaur egun euskarazko ikasmaterialgintzan. Euskararen erakunde publikoak du Ikas diruztatzen eta bestalde, Hezkunde nazionalak bi lan postu ekartzen ditu. Haiekilako hitzarmenetan, ezagutua da Ikas-ek eginkizun publikoa betetzen duela.

Izan den baino aise hobeki da Ikas, gogoan atxikiz 30.000 liberako buxeta baizik ez zuela abiatzeko duela dotzena bat urte. Bizkitartearen, bigarren mailako ikastresnen ekoizteko, irakasleen beharretan gira, gehienetan itzulpenen egiteko. Kalitatezko lanen kausitzeko, ez dugu dudarik erakasleak beren lan denboratik libratu behar direla; hori da gaur egun Hezkunde nazionalarekin eta Euskararen erakunde publikoarekin lantzen dugun ildoa.

tigieux mais beaucoup plus spacieux et fonctionnel. Cela permettra un meilleur accueil des enseignants et documentalistes des différentes filières. La médiathèque d'Ikas est riche de milliers d'ouvrages et de documents catalogués et consultables en ligne: www.ikas.org

À l'équipe d'Ustaritz, s'ajoute l'animatrice de l'antenne de Soule, basée au centre multiservices de Mauléon.

Même si la montée en puissance d'Ikas est loin d'être achevée, le chemin long et souvent difficile parcouru depuis le lancement du projet de centre pédagogique basque, en 1996, sous la houlette du Conseil de développement du Pays Basque, laisse peu à peu place à un partenariat apaisé entre le monde associatif (à l'image de la composition de son Bureau, Ikas réunit les représentants des quatre filières d'enseignement en langue basque) et les pouvoirs publics.

Beaucoup reste à faire pour assurer la revitalisation de l'euskara en Iparralde. La production d'outils pédagogiques ne constitue qu'un pan de l'édifice, toujours en construction.

M. E.-E. & A. D.

Enb.: Garai batean, CRDPrekilako harremak ez ziren hain erretxak. Zertan dira gauzak gaur egun?

Maite Erdozaintzi-Etxart: Egia erran, hastetik erran nahi baitu Ikas berria abituz geroztik, anbiguitate handian egon dira erakunde publikoak. Alabaina alde batetik CRDP (Centre régional de documentation pédagogique) erakundeen eginkizun ber-berekin bultzatu zuten baina denbora berean, halako arrastak ezarri. Horrek luzaz iraun du eta ageri zen bereziki ni ibili nizan biltzar nagusietan. Gauzak eztitzut joan dira 2006tik goiti, Ikas-ek hitzarmen orokorra izenpetu zuelarik Hezkunde nazionalarekin eta Euskararen erakunde publikoarekin.

Giro horretan, ez zen aise ere CRDPrentzat bere lekuaren aurkitzea. Erran dezakegu orain, hastetik fritzartu lan banaketan gaudela: Bordeleko CRDPk frantsesezko ikastresnen ardura baduela beti eta Ikas euskarazkoetan ari dela, biek elkar osatuz.

Urte horiez atxikitzen dudan oroitzapenak arras latzak zaizkit; irakasles gisa lekuo baizik ez nintzen baina halako giro bortitzaren aitzinean gertatu naiz eta oraingo gibelapenarekin pentsatzen dut indar harreman hori gabe egiten ahalko zela; sofrimendu gutiagorekin oraingo egoerara helduko ginela eta menturaz aitzinatuagoak baizik ez ginela izanen.

Enb.: Zure ustez zein izan dira azken 20 urte hauetan Ikas-en ekarpenean edo lorpen nagusiak?

Aines Dufau: Lehenik, duela hamabost bat urte gertakari handia izan zen Ikas-en bizi luzean: 1959an sortu elkarteagatik, Garapen kontseiluaren hizkuntza politikaren eskeinari jarraikiz. Hots, bizi berria eman zitzaien Ikas-i, ordurarteko kultur elkarte CRDPren gisako euskal pedagogia zerbitzua bilkaraz. Lehenago erran bezala hori paperean finkatu zen baina luzaz erakunde publikoek ez dute Ikas egiazko partaide gisa hartu.

Orain, iduritzen zait egoera arras bestelakoa dela, Ikas "zerbitzu publikoen" emaile gisa harria baita, lanean aritzeko baliabideak ere emendatzeari izan zaizkiola urtez-urte, nahiz lehenago erran bezala, oraino biziki gehiago izan behar lukeen. Dena den eskertzeko da lehen urte dorpe horietan, hiru sareetako irakaslearen ikuspegitik, Ikas-en ekarpenea izigarria izan da. Adibidez, 2000. urtetik aitzina matematika saileko euskarazko lehen liburuak eskuratzean, liluraturik izan nintzen lehen aldikotz frantsesezko liburu parekoak baigenituen euskaraz. Horrez gain, ofiziotako lanetan denbora gehiago ematen hasi gira ezen ordua arte, anitz denbora iragan behar genuen frantsesezko edo Hego aldeko ikastresnen egokitzen.

Enb.: Zer balorapen edo oihartzun du Ikas-ek irakaskuntza mundu hortan?

Maite Erdozaintzi-Etxart: Bost urtetarik, inkesta bat egiten dugu irakasleen artean, eskaientzen zaien ikastresnez zer dioten erran dezaten eta orain arte, oro har dutenaz biziki kontentu dira, salbu gehiago nahi luketela, bistean da. Iaz, Hezkunde nazionalak manaturik, Ikas-en



Aines Dufau
Ikas-eko zuzendaria

lana ebaluatua izan da eta horren arabera, agertu da Ikas-en labela kalitatearena dela, bai hizkuntzaren aldetik, bai pedagogiaren ikuspegitik. Alabaina, ikastresna berri bat argitaratu aitzin, sistematikoki Hezkunde nazionalaren eta Euskaltzaindiaren gainbegiradarekin egiten dugu. Hots, Ikas-en egitura sanoa eta egokia dela frogatua da. Bizkitartearen, lan metodoak eta baliabideak egokitu behar ditugu anitz gehiago egin dezagun, bereziki kolegio eta lizeoarentzat.

Enb.: Zein dira biharko Ikas-en betebeharak? Nola ikusten duzue geroa?

Aines Dufau: Ikas-ek beti erne ibili behar du ikasmaterialgintzaren bilakaerari begira eta euskarazko horren arabera prestatu; gaur egun euskarri numerikoaren eragina biziki handia da eta gaitzeko desafioa sortzen du, biharko praktika pedagogikoari buruz. Zernahi gisaz, Ikas-ek lau sareetako pedagogia ordezkariekin eta arduradunekin segituko du helburuen finkatzen eta araberako bideen hartzen.

Enb.: Nola ikusten duzue gaurko eta biharko euskararen egoera Iparralde honetan?

Maite Erdozaintzi-Etxart: Sekula baino bai-korkiago aipu da euskara eta sekula ez da orain bezainbat ikaslerik izan euskal irakaskuntzan. Bizkitartearen, euskara ez da abantxu nehon entzuten karrikan, saltegietan, zerbitzu publikoetan, etab. Hots beldur naiz ez ote den euskara eskolako eta bide seinaleetako mintzaира bilakatzen ari. Falta zaio, naski, orain duen baino bultzada biziki handiagoa. Gaitzari erremedio azkarra eman behar diogu denek, ene iduriko, zeren eta euskaldun zahar bakoitza beste mundura joatean, haien ezin ordezkatutu baikaude, izan dadin kopuruaren edo kalitatearen aldetik.



Inquiétude d'Euskal Konfederazioa

DEPUIS l'inscription des langues territoriales dans la Constitution française en 2008, les représentants du gouvernement français n'ont cessé de répéter qu'une loi linguistique n'était plus à l'ordre du jour, vu que les langues "régionales" étaient désormais entrées dans la loi des lois. Ces propos enterraient ainsi les promesses d'élaboration d'un projet de loi faites par le candidat aux présidentielles M. Sarkozy, puis par l'ancienne ministre de la Culture et de la communication Mme Albanel.

Cependant, quelque soixante-dix députés, qui estimaient que l'inscription au sein de la Constitution nécessitait une déclinaison au niveau juridique, ont mené un travail commun pendant plusieurs mois, travail ayant abouti à l'élaboration d'une proposition de loi linguistique.

Les associations Euskal Konfederazioa et Kontseilua se félicitaient de ce travail en commun car c'était la première fois que des députés appartenant à diverses tendances politiques travaillaient à l'unisson sur la question. Il semblait enfin que le message sans cesse réitéré par les associations et mouvements populaires des différents territoires selon lequel la sauvegarde des langues territoriales était l'affaire de tous, que celle-ci n'avaient pas de couleur politique, qu'elles ne devaient pas être prisonnières d'intérêts politiciens et qu'elles ne devait pas être instrumentalisées avait reçu un

écho favorable auprès des politiques.

Mais cette semaine nous avons appris que le député UMP breton Marc Le Fur, qui s'est beaucoup impliqué dans ce travail, avait annoncé que les députés UMP se retireraient du projet. Motif invoqué? Le député PS breton Jean-Jacques Urvoas aurait tiré la couverture à lui lors de déclarations à la presse sur le sujet. Bien que nous ne connaissions pas les raisons exactes de ce retrait soudain, une chose est sûre: le fruit d'un travail de plusieurs mois risque de passer à la trappe, au moment même où les démarches visant à inscrire cette proposition de loi à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale ces prochains jours devaient être entamées.

Par ce communiqué les associations Euskal Konfederazioa et Kontseilua tiennent à exprimer leur incompréhension face à l'attitude des députés concernés par le projet et en appellent à leur bon sens: il faut tout mettre en œuvre pour que la démarche aboutisse, que la proposition de loi soit débattue à l'Assemblée nationale le plus tôt possible. Cette entreprise nécessitant la bonne volonté et l'implication de tous les député(e)s, nous lançons un appel plus particulier aux députés UMP du Pays Basque Jean Grenet et Daniel Poulot afin qu'eux aussi œuvrent à l'inscription de la question à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale

Amets Arzallus txapeldun

AMETS Arzallus hendaia nagusitu da Donibane Lohizunen 2010eko Xiberoa, Lapurdi eta Baxenabarreko Bertsulari Txapelketaren finalean.

Odei Barroso urruñarrarekin buruz burukoa jokatu ostean irabazi du txapela Arzallusek. Hirugarren postua Sustrai Colinarentzat izan da eta ondorengoak, hurrenez hurren, Joanes Etxebarria, Eneritz Zabaleta, Xumai Murua, Miren Artetxe eta Ekhi Errmundegirantzat. 1900 bertsozale bildu dira bertsularitzaren festa handian eta Mixel Itzaina Euskaltzain urgazleak, bertsoa sustatzen hainbat urtetan aritu denak, jantzi dio txapela txapeldunari.

Puntuazioa:

Amets Arzallus	660
Odei Barroso	607
Sustrai Colina	386
Joanes Etxebarria	347,5
Eneritz Zabaleta	344,5



Xumai Murua	338
Miren Artetxe	329,5
Ekhi Errmundegi	320

Aurore Martin scandaleusement extradée

COUP de tonnerre mardi matin 23 novembre. La Cour d'appel de Pau donne son aval au Mandat d'arrêt européen (MAE) espagnol: Aurore Martin sera extradée!

Perversité de cette procédure et des magistrats qui l'acceptent, le résultat scandaleux est là. Une militante politique, ci-toyenne du pays prétendant des droits de l'homme, est victime de l'exercice de son droit le plus fondamental à manifester son opinion. Ainsi, sans qu'aucun acte violent ne lui soit imputé, sans autre raison que sa participation à l'expression publique de son parti, légal dans son Etat d'origine, Aurore Martin est livré à un pays, où la vengeance tient lieu de solution au problème basque!

Pourtant la mobilisation s'était faite autour d'Aurore. Au-delà des abertzale, la Ligue des droits de l'homme, auteur d'un communiqué musclé en sa faveur, avait délégué sa vice-présidente, Dominique Noguères, pour porter la banderole de la manifestation de masse du 20 novembre à Bayonne, exigeant l'annulation du MAE espagnol.

preso

● Pas de trêve pour les Etats. Contraste entre l'accalmie décrétée depuis bientôt trois mois par ETA et la répression exercée par les Etats français et espagnol. Arrestations, procès, extraditions se succèdent. Arnaldo Otegi a comparu deux jours à Madrid, avec Joseba Permach et Joseba Alvarez. A Paris, la Cour d'assises spéciale juge depuis le 19 le réseau ETA arrêté en 2004. On y apprend qu'Alcantarilla a été torturé par la garde civile. Le 17, deux preso en fin de peine, Juan Ramon Carasatorre et Patxi Abad, sont livrés à l'Espagne, apparemment hors procédure judiciaire.

● Le 22 novembre au matin, trois jeunes de 18 à 23 ans étaient arrêtés à Ossès, Armendaritz et Bidarray, et transférés à Pau, dans le cadre d'une procédure antiterroriste. La raison: un jet de cocktails molotov en 2009 contre la gendarmerie de Baigorri.

● Refus d'ADN. Ce même 23 novembre, toujours devant la Cour d'appel de Pau, comparaissait le militant paysan Jean-Michel Ayçaguer, pour refus de prélèvement d'ADN. Le colloque sur le sujet, tenu le 20 à Bayonne, a réuni des experts tels que la Bâtonnière de Bayonne, Anne-Marie Mendiboure, l'avocate D. Noguères, des syndicalistes tels que le Corse Alain Mosconi.

Euskararen eramaile

(Azken zatia)

NIK mende erdi bat berantago oihartzun gisa Remparts inguruan bizi ziren lagunen izenak aipa nitzake: Lans, Laxalde, Laxague, Elgoyhen, Martinon, Lespesailles, Fies, Thorez, Lonné, Coussirat, Lestanguet, Ameztoi, Dameztoi, Sanchez, Artigou, Gondel, Sarrazin, Leoncini, Boudjima. Jauntzien erosteko hutsik egin gabe jotzen genuela Salzedo dendara oroitzen naiz eta Judu portuges deitzen genuen familia horren dendara baze-goela (eta badago) orman handizki emana Euskal Herriko probintzien armarria. Bitxi baldin bada ere, Euskal Herri bat bazitekeela ez genuen batere garbi ikusten ez sentitzen.

Jende izenen fonetikaz bestalde, Baionako soinuak ere datozkit burura. Erran dutene aita zena umila eta ixila zela. Orotzen naiz musika berezia joten zuela, danborrari gisa igandetan frankotan aritzen baitzen Sent Andresek Gurutzatuen klikan, prozesio, desfile eta jai anitzetan. Etxen entrenatzen ari zen baina ixilixilik amorekatik auzoak ez ditzen narda edo enea: larruzko danbor tipi bat eginarazi zion zapatainari, hede batez belaunean lotzen zueña eta han zinez jo ari izanik ere, danbor hura mutu egoten zen. Hura mutu zen eta nago nihaur musikaren aldetik ez ote naizen elkor egon, salbu beharbada hitzen urratsari.

Urrina. Horra Barthesek dioena: Gehiago itzuliko ez denetik, urrina zait itzultzen. Hala nola une baiones haurtzaroko urrina: mandalak inguratutu mundua bezala, Baiona oro bildurik dago urrin osatu batean, Baiona Ttipiko Urriean.

Urriñez ero bat bezala oroitzen naiz: zahartzen ari naizelako marka.

Eroturik edo zaharturik, nik ere gogoan dauzkat oraino Uztaritzetik jiten zen Gassuan andreak borta aitzinean uzten zuen esnearen urrina, baita ere karriketan orduan ondarkerinak eta zakarrak biltzen zituzten itzain euskaldunen orgek libratzen zuten urrin garratza. Barthes eta Paul Gadenne bezala, bida bes-te artista bat Baionaz mintzo dena bere bi erre-

taula handietan. 18. mende erditsuan Baionako portua pintatu zuen Joseph Vernet artista famatua dut gogoan. Pariseko saloietan 1761ean hasirik erakutsiak izan ziren arrakasta handiz Frantziako Diderot ez zen azkena izan, baina laudatzeko Diderot ez zen azkena izan, baina halere Verneti oldartu zitzaion baizik eta erretaula ilunegi zela.

Koloreetan beharbada ilunegi zen Vernet artista baina xedea argia zeukan: Baiona hiria eta portua erakustea bai baina, erregek alde batek eta herriko hautetsiek bestaldetik onartzeko gisan.

Badakigu Luis 15garrenak Verneti manatu zio-la kortsarioak eta berek harrapatu itsasontziak Baionan sartzen erakustea erretaula bakar batean. Lamikiz ikerle adiskideari esker, badakigu hain zuzen lau urte lehenago Kanadako Louisbourg aldera joan zela Baionatik “le Dauphin” itsasontzia. Ondikotz, Angelesek ontzia harrapatu zuten zeraman gutuneria pribatuerkin. Zorionez, Lamikiz jaunak gutun horiek atzeman ditu: euskaraz eginak dira. Azkaine-tikigorri gutunean, Pierre Etchegaray deitu batek koinatari idazten dio: guerlaren apa-rantzia handia da / Baionan eta donibanen badire hemesortsi corsacale unty istileroan / eta corsurat goanac / guehiago ezta hemen berse negosiori corsua eta corsua baicic.

Indar-joko harten, Vernetek beste molde batez amore eman zion Erregeri, bi tauletan erregeren sinboloa den ziudadelak Baiona atxikitzen ditu eta kontrolatzen baitu. Ageri da Baiona erregeren funts bat dela. Baino Baionako herriko korporazioari ere kausitu beharrez, Vernetek erakusten du Espainiako atean omen dagoen Baiona hiria ezin hobeki koka-tua dela eta baionesen mezu hau igortzen du: Baiona paregabeko komertzio leku egokia da. Baionesez galdegin zioten Verneti leku-xehetasun tipikoak erretauletan sartzea: garbarra, tillolla, “couralin” eta “chilibardon” deitutako ontzietan dabiltzanak edota kulakak arrantzatzen dituzten pertsonaiak. Doi doia agertzen dira bestalde euskaldun bat edo bes-

“Zuzen edo oker, urrun edo hurran,ene ibilbidean izan dudan suertearekin badu zerbait egitekorik itsasoari guziz irekia ez den Baiona horrek.”



te, bi artzain, idi pare bat, kakoletan ibiltzen diren andreak, eta tupinka deitu jokoan ari direnak. Baino Baionako hautetsiek esondatu zizkion guziak Vernetek ez zituen onartu.

Zuzen edo oker, urrun edo hurran,ene ibilbidean izan dudan suertearekin badu zerbait egitekorik itsasoari guziz irekia ez den Baiona horrek. Hemengo gazte anitzek bizi izan duten exilioari uko egiteko suertea izan dut. Edward Saïd etortzen zait gogora: salbuespenak salbuespen, erroak moztea eta oinazea ekartzen dituen exilioa karioegi da. Ez du balio haren balakatzea.

Exilioaren gaitzetatik salbatu nauena, parte bat, abertzalegoa izan da. La langue est une patrie, zioen Victor Hugo Baionan egon on-dotik bestaldera joanik. Nik —eta ni bezalako anitzek— euskara ez jakitea bizi izan dut exilio gisa, eskas eta mengoa gisa senditzeko zorion mikatza izan dugu. Ezagutzen duke-zue bada Yves Gibeauren eleberri batean protagonista bat gertatzen zaion oinaze famatua: 800 metrotako atleta bat, munduko txapelduna izana, gerlan besomotz gelditu da. Gerlatik landa, berriz entrenatzen hasten delarik, iduritzentzao hain zuzen besorik ez duen leku min duela. Beste neurri batean, anputazio gisa bizi izan dugu euskaraz mintzatzeko gai ez izatea eta bakerik ez dugu izan euskara berriz txertatu arte. Lehenik protesi gisa, zurrum eta hotz baina funtzionala. Era-kasle onak ukantzen nituen, lehenik Allièrres jauna, gero Bizkaiko lagunak Jose Luis Lizundia, Rikardo Badiola eta Juanjo Zearreta zena barne, eta gero Mirenkin ezkontzearekin Bizkaian ezagutu ditudan eta joan diren Esteban, Raimunda, Joselu eta Natiri bizkaitar lagun biziak...

L’ATLAS linguistique basque dont Xarles Videgain est le responsable et le principal collecteur pour la partie concernant les trois provinces d’Iparralde, est un travail de recueil et de transcription considérable. De 1985 à 1993, des milliers de locuteurs bascophones ont été enregistrés dans 145 villages, dont 45 en Iparralde. Cette enquête linguistique, travail de titan s’il en est, a abouti à 4.000 heures d’enregistrement qui seront transcris et traitées dans une œuvre monumentale de 10 tomes. Seuls les deux premiers tomes ont été publiés à ce jour. L’objet de l’étude est de dresser la carte de ce qu’était l’euskara parlé au quotidien

dans les sept provinces il y a deux décénies. Dans un monde où les langues évoluent avec une rapidité jamais atteinte par le passé —et l’euskara n’échappe pas au phénomène— cet instantané constituera un témoignage incomparable d’un vecteur primordial de la réalité sociale et sociologique des années 80 en Pays Basque. En accueillant Xarles Videgain parmi ses membres savants, Euskaltzaindia ne fait que reconnaître la qualité du travail scientifique menée par ce spécialiste de dialectologie et d’ethnolinguistique, érudit passionné dans sa recherche universitaire et personnalité modeste et attachante au quotidien.



Estrategiaren orena

● Jean-Louis Davant

GAUR-EGUN Euskadi beregain batzuk lego borroka armatuari esker, zein abertzale horren aurka mintza laiteke, zeinek ETA erakundeaz gaitzerran lezake? "Hau ez da usategia" dio kantu ezagun batek. Zenbat dira bortizkeriarik gabe sortu diren Estatuak? Arras guti, berenki Europan. "La France s'est faite à coups d'épée" idatzi zuen de Gaulle. Espainia halaber, zein bortizki egin eta egiten den, bere gurutxada sainduei esker! 1980ko hamarkadan iduri zuen euskaldunen independentzia irabaz zaitekeela Hegoaldean, Espainiako gobernu politikoki amore ematera bultzatuz kotxe-bonben ararte. Ez zen horrela gertatu ordea. Espainiar Estatua berriz indartu zen, gerla zikinean osoki sartu profesionaltasun handiz. Frantziak gero eta gehiago laguntzen du. Europak ere bai. ETAk aldiz 1989tik kanpoko aliatuak galdu ditu, Europa ekialdean, Amerika latinoan, Mediterraneoekoa ekialde hurbil eta ertainen. Militarki ahul-

du da gudari trebeenak galduz eta haien ordez esperientzia gabeko gazteak bilduz. Ondorioz armak zibilen aurka itzuli ditu, gero eta jende xeheagoa hunkituz. Horrela komunikazioaren gerla galdu du, bereziki 1997ko udan Blanco erahilez. Espainiako Estatua egoeraz baliatzen da orokorki euskaldungoaren aurka, Euskadi autonomoan gobernuaz jabetzeraino. Iparraldean ere euskaldunei on guti egiten digu borroka armatuaren hipotekak. Duela urteak, ezkerreko abertzale batzuek erran zuten borroka armatuak bazterra jo zuela, euskaldunen kalterako zela bide ho-rreten jarraitzea, beraz abertzaleek borroka politikora mugatu behar genuela. Oso gaizki hartuak izan ziren, batzueta traidoretzat salatuak Eztabaidarik ez zen ona-rtzen ezker abertzalean, ezta iritzi pu-bliko batean ere. Batzuek eta bertzeek ideologiaz, etika merkez eta sentimendu sutsuz erantzuten zuten, ETAREN aurka edo alde. Sakratuaren erreinuan

ginauden, estrategiak ez zuen hor lekurik, ezin zen aipatu.

Urte asko galdu da dogma kontrajarriekin, indar gehiegi higatu nire ustez ezker abertzalean autonomiaren aurka, horrez baliatzen ahal zelarik urrunago joateko. Azkenean hona estrategiaren orena, eta horrek bihurgune baikor baten esperantza. Iduriz ezker abertzale politikoak hautu hori zinez egina du. Erakunde armatuari dagokio azken urratsaren ematea mugimendu horren alde, euskaldun guzien onetan.

Hiru su-eten handi gaizki bukatu ziren: 1989, 1998 eta 2006koak. Aldikal iritzi publikoan errua ETAREN gain joan zen, aldikal negoziazeta maila ozka handi batez jaitsi zen. Antza denez, orain ETAK azken xantza du armen ohorezki baztertzeko, euskaldunei konfiantza eginez eta hitza utziz. Gerotik gerora luzatzeak zer ekar dezake? Nire ustez kalte andana bat gehiago euskaldunentzat.

“Gerotik gerora luzatzeak
zer ekar dezake?”

Sur votre agenda

Azaroa:

- Jeudi 25, 18h30, BAIONA (Pont Marengo). Rassemblement de la Journée internationale contre les violences faites aux femmes. 21h, BIARRITZE (cinéma Le Royal). Projection du film "Viol conjugal, viol à domicile" de Carole Roussopoulos et Véronique Ducret, suivie d'un débat.
- Ostirala 26a, 19.30etan,



UZTARITZE (Gazetxu).

Mintzaldia "Gerla handia, mugia sakona" Eneko Bidegain.

- Ostirala 26a, 20etan, AZKAINE (Ezker paretan). AHT-ren kontrako bilkura.
- Vendredi 26, 20h30, BIARRITZE (Colisée). Concert de Peio Serbielle.
- Vendredi 26, 20h30, DONAPALEU (mairie, salle Verte). Réunion d'information sur la LGV, animée par Victor Pachon, porte-parole du CADE.
- Vendredi 26, 21h, HAZPARNE (Bar Xuriatea). Concert du duo toulousin Fiancette et Gelda. Entrée libre.
- Samedi 27, 11H, BAIONA (place Lacarre). Baionan Kantuz.
- Dimanche 28, de 8h30 à 18h, MAKEA (ikastola). Vide grenier et bourse aux jouets organisés par Baigura ikastola. Rens.: 06 85 02 34 91.



Sommaire

● CAHIER N°1 ENBATA

Ikas kalitate labela	4 et 9
Euskaran eramaile	11
● CAHIER N°2 «ALDA»	quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Fax: 05 59 46 11 09

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190 **Mail:** enbata@wanadoo.fr